COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

ARAA

ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food

RAAF

Appel à Candidatures

Pour le recrutement d'une partie du personnel de l'Unité de Coordination Régionale (UCR) du PROGRAMME DE RÉSILIENCE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PRSA/FSRP)

Référence : **ARAA/FSRP/2022/SCI/07**

Date de publication : **13 Avril 2022.**

Date limite de Dépôt : **04 Mai 2022**

1. Contexte et justification

L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions les plus vulnérables du monde en raison de son contexte climatique, démographique, institutionnel, économique, environnemental et de ses moyens de subsistance. Cette région abrite plus de 360 millions d'habitants, dont 55 % vivent en zone rurale et dépendent des ressources naturelles pour leur développement socio-économique. L'agriculture représente 29 % du produit intérieur brut (PIB) de la région et constitue le principal moyen de subsistance de plus de 60 % des Africains de l'Ouest.

Les risques climatiques, agricoles et de marché rendent les performances de l'agriculture très volatiles, déclenchant des crises alimentaires plus fréquentes et plus graves.
L'aggravation de l'insécurité alimentaire est imputable à de multiples facteurs qui jouent un rôle important entraînant une baisse de la production alimentaire par habitant.

En 2020, environ 16,7 millions d'Ouest africains ont eu besoin d'une assistance alimentaire immédiate en raison d'une combinaison non atypique de sécheresse, de pauvreté, de prix élevés des céréales, de dégradation de l'environnement, de déplacements, de mauvaise intégration commerciale et de conflits.
La région ouest africaine se caractérise ainsi par la vulnérabilité à large échelle liée à une très lente augmentation de la productivité du système alimentaire entrainant une réduction des disponibilités alimentaires par habitant.

Les imperfections du marché (variation et volatilité des prix des produits de base) constituent l'un des facteurs qui contribuent à basculer les ménages dans l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, la majeure partie du commerce intra régional des produits alimentaires est informelle et entravée par de nombreux obstacles à la libre circulation. Ce faisant, les marchés alimentaires sont fragmentés rendant difficile l'adaptation aux grandes variations de la production alimentaire locale qui se produisent d'une année à l'autre en distribuant efficacement les aliments des zones excédentaires aux zones déficitaires de la région. Les pénuries alimentaires localisées et la volatilité des prix sont courantes, alors que les prix à la production restent bas.

La pandémie de la COVID-19 exerce une pression supplémentaire sur le système alimentaire, menaçant d'accroître la malnutrition et l'insécurité alimentaire parmi les populations vulnérables. La pandémie a provoqué des crises sanitaires et économiques qui réduisent l'accès à la nourriture - par exemple, en augmentant le chômage et en réduisant le pouvoir d'achat - en particulier chez les pauvres des villes. Les pays fragiles devraient connaître un déclin plus marqué de leur croissance, car la COVID-19 exacerbe les facteurs de fragilité. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en Afrique subsaharienne devrait augmenter considérablement, jusqu'à 40 millions de personnes supplémentaires, ce qui aura un impact négatif sur la sécurité alimentaire à court et à long termes.

En plus de son caractère quasi permanent, la vulnérabilité en Afrique de l'Ouest se démarque par une inégalité entre les groupes sociaux. Cette démarcation est liée à l'incapacité dans l'acquisition des ressources productives. En effet, de grandes inégalités persistent entre les femmes et les hommes en termes d'accès aux ressources susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie grâce à l'agriculture - en particulier l'accès à la terre et aux équipements, au crédit, aux marchés et aux services de conseil et d'appui.

Face à ces constats, la région a pris des engagements forts pour transformer l'agriculture et renforcer la résilience du système alimentaire. Ainsi, trois domaines d'intervention se renforçant mutuellement sont apparus comme des priorités pour renforcer la résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest :
(i) soutenir la base productive du système alimentaire en investissant dans l'agriculture climato-intelligente au niveau des exploitations et des paysages ;
(ii) promouvoir un environnement favorable au développement de la chaîne de valeur et au commerce intrarégional ;
(iii) renforcer la capacité régionale à gérer les risques agricoles.

Pour faire face à ces priorités, la région bénéficie du financement de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP).

2. Brève présentation du Programme

Initié dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de la région, l'objectif de développement du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FSRP) est d'accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du Programme.

La première phase du Programme couvre quatre (4) pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo) et des actions régionales portées par la CEDEAO, le CILSS et le CORAF. Le Programme est financé par la Banque Mondiale pour un coût d'environ 570 millions de dollars sur une période de cinq (5) ans. Il est organisé autour des cinq (5) composantes suivantes :

Composante 1 (gérée par le CILSS) : Services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires dont les objectifs principaux sont : (i) améliorer les systèmes d'aide à la décision avec des services d'information axés sur la demande afin d'accroître l'efficacité de la prévention et de la gestion des crises agricoles et alimentaires, en intégrant les données et en tirant parti de la science, de l'innovation et des technologies de pointe ; et (ii) renforcer la capacité régionale et la durabilité institutionnelle, ainsi que la capacité d'adaptation au changement climatique.

Composante 2 (gérée par le CORAF) : Durabilité et capacité d'adaptation de la base productive du Système Alimentaire dont les objectifs principaux sont : (i) renforcer les systèmes de recherche agricole nationaux et régionaux ; (ii) renforcer l'environnement politique pour la gouvernance du paysage (politiques et réglementations multisectorielles inclusives pour éviter, réduire et inverser la dégradation des terres) ; et (iii) créer/renforcer des unités de paysage sous gestion intégrée capables d'atteindre durablement des objectifs multiples (production alimentaire, fourniture de services écosystémiques, protection de la biodiversité et amélioration des moyens de subsistance locaux).

Composante 3 (gérée par la CEDEAO) : Intégration des marchés alimentaires régionaux et commerce dont les objectifs principaux sont : (i) soutenir la préparation et la mise en œuvre de règlementation et de politiques régionales solides afin de faciliter le commerce de biens et d'intrants agricoles à l'intérieur et au-delà des frontières nationales en Afrique de l'Ouest à travers les principaux corridors, (ii) consolider le système de réserves alimentaires ; et (iii) soutenir le développement de chaînes de valeur stratégiques régionales, avec le potentiel d'impacts positifs tangibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition régionales.

De manière spécifique, les activités qui seront menées par le Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO sont les suivantes :

1. Faciliter le commerce à travers les principaux corridors et consolider le système de réserve alimentaire :
    a. Superviser le développement et la mise en œuvre de la fiche d'évaluation du commerce et du marché agricole de la CEDEAO (EATM-Scorecard) ;
    b. Renforcer et rendre opérationnel l'Observatoire du riz pour l'Afrique de l'Ouest de la CEDEAO en améliorant sa capacité de coordination, de collecte de données et de communication régulière sur le développement de la chaîne de valeur du riz ;
    c. Stimuler l'harmonisation des politiques commerciales régionales agricoles sur les questions critiques de résilience du système alimentaire ;
    d. Soutenir le dialogue et la consultation politique multi acteurs de la CEDEAO. Le FSRP appuiera la capacité de facilitation de la CEDEAO à organiser des mécanismes inclusifs de dialogue et de consultation multi-acteurs, des négociations liées à la zone de libre-échange continentale et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
    e. Améliorer la performance des réserves régionales de sécurité alimentaire aux trois niveaux (local, national et Réserve régionale de sécurité alimentaire - RRSA).
2. Soutien au développement de chaînes de valeur stratégiques et régionales :
    a. Améliorer l'organisation et le financement des chaînes de valeur régionales stratégiques ;

aux plateformes commerciales agricoles régionales ;

c. Renforcer la coordination multi-acteurs et promouvoir un environnement favorable au secteur privé.

Composante 4 : c'est la **Composante de réponse d'urgence contingente (CERC)** qui est un mécanisme de financement des dépenses admissibles en cas d'urgence précipitée par une catastrophe naturelle. L'activation de cette composante permet de décaisser rapidement des fonds pour réduire les dommages causés aux infrastructures, assurer la continuité des activités et se remettre plus rapidement d'une catastrophe. À la suite d'une catastrophe majeure, le pays participant affecté, peut demander à la Banque mondiale de canaliser les ressources des autres composantes du FSRP vers le CERC. Comme condition de décaissement, un Manuel de réponses d'urgence (ERM) sera élaboré pour chaque pays, stipulant les exigences fiduciaires, de sauvegarde, de suivi et de rapport liées à l'utilisation du CERC, ainsi que toute autre disposition essentielle de coordination et de mise en œuvre.

Composante 5 (gérée par la CEDEAO) : cette composante concerne la **gestion du Programme** qui déléguera le travail technique dans le cadre des composantes 1 et 2 aux organisations mandatées pertinentes (principalement le CILSS pour la composante 1 et le CORAF pour la composante 2). La composante 5 assurera une gestion efficace du Programme et un suivi attentif de la performance et de l'impact.

Pour la coordination globale du Programme, il est prévu la mise en place d'une Unité de Coordination Régionale (UCR) composée : i) d'un(e) Coordinateur(trice) Régional(e), ii) d'un(e) Expert(e) en Suivi-évaluation, Capitalisation et Gestion des connaissances, iii) d'un(e) Expert(e) en Communication et Visibilité, iv) d'un(e) Assistant(e) à la Coordination, v) d'un(e) Expert(e) en Sauvegardes Environnementales, vii) d'un(e) Assistant(e) en Administration et Finances, et viii) d'un(e) Assistant(e) en Passation des marchés.

Les postes suivants seront basés à Abuja (Nigéria) auprès de la Direction de l'Agriculture et Développement Rural (DADR) de la CEDEAO, chargée de la mise en œuvre, de la coordination et de la gestion du Programme :

- Coordinateur(trice) Régional(e) ;
- Expert(e) en Suivi-évaluation, Capitalisation et Gestion des connaissances ;
- Expert(e) en Communication et Visibilité, Assistant(e) à la Coordination ;
- Expert(e) en Sauvegardes Environnementales.

Les postes suivants seront basés à Lomé (Togo) auprès de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO, qui assure la gestion administrative et financière du Programme :

- Assistant(e) en Administration et Finances ; et
- Assistant(e) en Passation des marchés.

Les présents termes de références décrivent les conditions de recrutement de quatre (4) de ces postes dans le cadre du FSRP.

3. Recrutement d'une partie du personnel de l'Unité de Coordination Régionale (UCR)

Liste du personnel :

N° Ordre	Titre des postes de Consultants	Nombre
1	Coordinateur(trice) Régional(e)	01
2	Expert(e) en Suivi-évaluation, Capitalisation et Gestion des connaissances	01
3	Assistant(e) à la Coordination	01
4	Expert(e) en Communication et Visibilité	01

3.1 Consultant(e), Coordinateur(trice) Régional(e)

3.1.1 Rôles/Responsabilités

Le(la) Coordonnateur(trice) est le chef de l'Unité de Coordination Régionale (UCR) du Programme et a pour mission d'assurer la mise en œuvre opérationnelle de la Composante 3 et la coordination globale du Programme. Il(elle) est placé(e) sous l'autorité hiérarchique du Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO, et travaillera en étroite collaboration avec les équipes de l'ARAA.

Le poste sera basé à Abuja, au Nigéria, auprès de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la CEDEAO.

A ce titre, il(elle) sera chargé(e) des tâches suivantes :

- Coordonner l'exécution technique et financière des activités du Programme en relation avec les différents acteurs institutionnels de mise en œuvre (CILSS, CEDEAO, CORAF, pays participants au FSRP) afin d'atteindre les résultats escomptés conformément au document de projet (PAD) et à la Convention signée avec la Banque Mondiale ;
- Veiller à la préparation des documents à soumettre pour avis de non-objection de la Banque Mondiale : programme de travail (PTBA), plan de passation des marchés ; etc. ;
- Suivre les prestataires de service qui pourraient être mobilisés pour accompagner la mise en œuvre du Programme (préparation des TDR, suivi des prestations) ;
- Assurer la mobilisation des organisations partenaires, la coordination opérationnelle de l'action, et la gestion des ressources efficace et efficiente du FSRP ;
- Assurer la gestion quotidienne du Programme, incluant les activités de management d'équipe ;
- Assurer le suivi des activités au niveau régional (CEDEAO, CILSS, CORAF) et entretenir des relations étroites avec les responsables du Programme dans les pays bénéficiaires ;
- Superviser et contribuer à l'élaboration des rapports intermédiaires et finaux d'exécution du Programme conformément aux dispositions contractuelles applicables aux financements de la Banque Mondiale ;
- Superviser la production, dans les délais, des rapports périodiques d'exécution du Programme ainsi que des rapports présentés lors du Comité de Pilotage Régional (CPR) du Programme ;
- Contribuer à l'organisation pratique des réunions du CPR, des Comités Techniques de Suivi (CTS) et des réunions avec les différents partenaires de mise en œuvre du Programme ;
- Veiller à la facilitation des échanges, la circulation de l'information et la coordination (élaboration de PV de réunions, comptes rendus de visites ou de missions, etc.) entre tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du FSRP ;
- Développer la concertation et la collaboration avec toutes les parties prenantes du FSRP et les bailleurs de fonds ;
- Organiser et contribuer à la bonne tenue des missions conjointes d'appui, de revue à mi-parcours et d'achèvement ;
- Veiller à l'archivage continu des dossiers du Programme ;
- Assurer une synergie et une complémentarité avec les programmes et projets financés par la Banque Mondiale et les autres bailleurs dans les pays et dans l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest ;
- S'assurer de la prise en compte effective des aspects environnementaux et sociaux dans l'implémentation des activités ;
- Représenter le Programme dans ses relations avec les partenaires extérieurs ;
- Exécuter toutes autres tâches en rapport avec l'atteinte des objectifs du Programme.

3.1.2 Qualifications, expériences, compétences

Qualifications

- Être titulaire d'un diplôme d'une Université reconnue de niveau minimum master, Bac + 5 ans au moins dans une discipline du développement rural ou dans des domaines connexes (agronomie, agroéconomie, science de l'environnement, économie, etc.) ; être titulaire d'un diplôme de doctorat/PhD dans le domaine du programme serait un avantage.

Expériences

- Au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine de la gestion de programmes/projets de développement relevant du domaine du développement rural, de la gestion des ressources naturelles, ou dans les domaines connexes liés à la résilience à l'insécurité alimentaire ;
- Disposer d'une expérience concrète en appui à la gestion, ou à la coordination, ou le suivi-évaluation de projets ou programmes régionaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle ou de développement rural en Afrique de l'Ouest ;
- Avoir une connaissance pratique du financement de projet par les bailleurs de fonds ; une expérience pratique dans un projet financé par la Banque mondiale serait un atout.

Compétences

- Bonne connaissance de la problématique et des enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience en Afrique de l'Ouest ;
- Connaissance en analyse des politiques agricoles et de résilience ;
- Bonne connaissance des politiques agricoles, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de résilience au niveau des pays de l'espace CILSS-CEDEAO-UEMOA ;
- Connaissances en planification et mise en œuvre de projets/programmes (notamment méthodologie du cadre logique, de la gestion axée sur les résultats et de la méthodologie du cycle de projet) ;
- Excellentes capacités de leadership (autonomie, leadership d'une équipe multiculturelle, écoute active, représentation de la CEDEAO, gestion des conflits, délégations, etc.)
- Excellentes capacités de communication (écrite/orale, compétences interpersonnelles, de négociation, de réseautage et de présentation) ;
- Bonne maîtrise des outils de la bureautique (Word, Excel, PowerPoint, etc.) ;
- Être familier avec un environnement de travail multiculturel ;
- Maîtrise parfaite du français et de l'anglais.

3.2 Consultant(e), Expert(e) en Suivi-évaluation, Capitalisation et Gestion des connaissances

3.2.1 Rôles/Responsabilités

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du(de la) Coordonnateur(trice) Régional(e) et en collaboration étroite avec le service de suivi-évaluation de l'ECOWAP auprès de la DADR et de l'ARAA, l'Expert en Suivi-évaluation, Capitalisation et Gestion des connaissances a pour mission d'assurer les activités de planification, de suivi-évaluation, et de capitalisation des acquis du Programme.

Le poste sera basé à Abuja, au Nigéria, auprès de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la CEDEAO.

A ce titre, ses tâches et responsabilités se déclinent en cinq (5) grandes rubriques :

a) Planification et suivi des activités du Programme
- Apporte son appui dans la préparation du plan de travail et budget annuel, semestriel et trimestriel tout en définissant dès le départ un cadre de mesure de la performance du Programme ;
- Assure le suivi régulier de ces plans, identifie les difficultés de mise en œuvre et propose des recommandations d'améliorations ;
- Prépare et organise des réunions de revue des activités du Programme et fournit des matrices de résultats ;
- Appuie les équipes de mise en œuvre et renforce leurs capacités dans le suivi de leurs activités ;
- Coordonne les missions de suivi sur le terrain et en assure le suivi des recommandations ;
- Veille à l'application des dispositions contenues dans les manuels de mise en œuvre du Programme et des procédures en vigueur ;
- Fournit un soutien à l'exécution administrative du Programme ;
- Entreprend en accord avec le Coordonnateur toute autre initiative en relation avec le suivi-évaluation, susceptible de promouvoir l'efficacité et la bonne exécution du Programme ;
- Assurer la documentation et l'archivage sur le Programme ;
- Exécuter toute autre tâche qui lui sera confiée par la DADR et l'ARAA.

b) Suivi des indicateurs de performances et coordination du reporting
- Définit un cadre de mesure de la performance du Programme, cohérent avec les indicateurs de l'ECOWAP ;
- Renseigne et analyse les indicateurs de performance ;
- Elabore les outils méthodologiques et de renforcement de capacités en matière de suivi-évaluation, capitalisation et gestion de connaissances ;
- Coordonne l'élaboration de différents rapports mandataires : rapport trimestriels/semestriels/annuels/final du Programme ;
- Utilise les logiciels de suivi-évaluation (MESECOPS, ECOWAP M&E plateforme, KoBoToolbox, etc.) en vigueur au niveau du Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO (DAERE) ou exigés par la Banque ;
- Contribuer de manière générale au système de SE de l'ECOWAP.

c) Coordination des missions de suivi (supervision, visite terrain, etc.) et d'évaluation (baseline, mi-parcours, finale)
- Prépare les missions d'évaluation indépendantes et appuie les évaluations mandataires prévues (TdR, documentation, visite de terrain) ;
- Gère le processus d'évaluation, assure la qualité du rapport et le partage ;
- Assure la mise en œuvre des recommandations ;
- Facilite la conduite des audits techniques annuels du Programme.

d) Conduite des études d'impact sur les bénéficiaires des actions du Programme
   - Prépare les missions d'évaluation d'impact prévues (TdR, recrutement des consultants, méthodologie, étude terrain, etc.) ;
   - Organise et facilite des études d'évaluation d'impact sur les bénéficiaires ainsi que sur la durabilité du Programme.

e) Capitalisation et Gestion des connaissances
   - Développe et met en œuvre, en lien avec l'Expert(e) en Communication et Visibilité, une stratégie de gestion des connaissances efficace, en assurant la capitalisation et la diffusion des acquis, des réussites et des échecs (sélection des informations à capitaliser, learning event, réseaux d'échanges, diffusion des bonnes pratiques sur différents supports et canaux de communication, etc.).

3.2.2 Qualifications, expériences, compétences

Qualifications
- Avoir un diplôme universitaire (BAC+5 ans) en suivi-évaluation, gestion de projet, économie agricole, développement rural, économie, agronomie, agroéconomie, statistiques ou dans toute discipline connexe.

Expériences
- Avoir au moins huit (8) années d'expérience en planification, suivi-évaluation dans le cadre de projets de développement agricole ou résilience ;
- Avoir une expérience dans l'établissement et la mise en œuvre de systèmes de suivi-évaluation ;
- Avoir une expérience dans un projet financé par la Banque mondiale constitue un atout ;
- Avoir une expérience dans les évaluations d'impact.

Compétences
- Avoir une connaissance du secteur agricole de la région ouest-africaine ;
- Avoir une expérience dans la gestion de bases de données de suivi-évaluation pour des programmes complexes ;
- Avoir une connaissance préalable de l'analyse statistique, la collecte quantitative et qualitative des données, le traitement et l'analyse ;
- Avoir une forte familiarité avec la gestion axée sur les résultats et des cadres logiques ;
- Avoir le sens de l'organisation et de bonnes capacités de synthèse et de rédaction ;
- Disposer d'excellentes compétences en rédaction technique et plus particulièrement le rapportage régulier conformément aux exigences de la Banque Mondiale ;
- Avoir une très bonne maîtrise des outils de la bureautique (Word, Excel, PowerPoint, Publisher, etc.) et de logiciels statistiques (SPSS, STATA, etc.) ;
- Avoir la connaissance d'un logiciel de suivi est un atout ;
- Avoir des capacités éprouvées de rédaction ;
- Être familier avec un environnement de travail multiculturel ;
- Maîtrise du français et de l'anglais.

3.3 Consultant(e), Assistant(e) à la Coordination

3.3.1 Rôles/Responsabilités

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du(de la) Coordonnateur(trice) Régional(e) et en collaboration étroite avec les équipes de l'ARAA, l'Assistant(e) à la Coordination a pour mission d'appuyer le(la) Coordinateur(trice) de l'Unité de Coordination Régionale (UCR) du Programme dans l'exécution quotidienne du Programme.

Le poste sera basé à Abuja, au Nigéria, auprès de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la CEDEAO.

A ce titre, il(elle) sera chargé(e) des tâches suivantes :

- Assister le Coordonnateur dans la mise en œuvre des activités quotidiennes du FSRP ;
- Assister à la préparation des documents nécessaires pour les diverses réunions dont le Comité de Pilotage Régional et assurer le rapportage ;
- Rédiger les documents administratifs (lettres, notes de services, rapports, procès-verbaux, compte rendu, etc.) ;
- Assurer le traitement, la transmission du courrier et veiller à assurer les réponses (systématique) aux divers courriers ;
- Assurer la centralisation, l'organisation et le classement des documents du Programme (archivage) ;
- Assister à l'organisation et la tenue des réunions et de toutes les séances de travail du Programme ;
- Assurer le suivi du traitement des dossiers techniques, administratifs et financiers de la coordination ;
- Contribuer au suivi des activités de terrain ;
- Représenter le Coordonnateur dans la mise en œuvre de certaines activités ;
- Exécuter toutes autres tâches en rapport avec l'atteinte des objectifs du Programme.

3.3.2 Qualifications, expériences, compétences

Qualifications

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de Bac +4 ans au moins dans les disciplines en lien avec la gestion des projets, du développement rural ou dans des domaines connexes (agronomie, agroéconomie, science de l'environnement, économie, etc.). Posséder un diplôme de troisième cycle universitaire constitue un avantage.

Expériences

- Justifier d'une expérience d'au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine de la gestion/suivi-évaluation de programmes/projets en lien avec la sécurité alimentaire et la résilience en Afrique de l'Ouest ;
- Avoir une expérience dans un projet financé par un bailleur de fonds international ; l'expérience réussie avec un projet financé par la Banque mondiale constitue un atout.

Compétences

- Bonne connaissance de la problématique et des enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience en Afrique de l'Ouest ;
- Bonne connaissance des politiques agricoles, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et, de résilience au niveau des pays de l'espace CILSS-CEDEAO-UEMOA ;
- Connaissances en planification et mise en œuvre de projets/programmes (notamment méthodologie du cadre logique, de la gestion axée sur les résultats et de la méthodologie du cycle de projet) ;
- Bonnes capacités de communication (écrite/orale, compétences interpersonnelles, de négociation, de réseautage et de présentation)
- Très bonne maîtrise des outils de la bureautique (Word, Excel, PowerPoint, etc.) ;
- Être familier avec un environnement de travail multiculturel ;
- Maîtrise parfaite du français et de l'anglais.

3.4 Consultant(e), Expert(e) en Communication et Visibilité

3.4.1 Rôles/Responsabilités

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du(de la) Coordonnateur(trice) Régional(e) et en collaboration étroite avec le Service Communication de l'ARAA, l'Expert(e) en Communication et Visibilité a pour mission d'assurer les activités de planification, de communication/visibilité des activités, et de capitalisation des réalisations et acquis du FSRP. De manière générale, l'Expert(e) en Communication et Visibilité veillera à la définition et la mise en œuvre de la stratégie et du plan de communication du Programme reposant sur deux (2) principaux axes contribuant à la mise en œuvre de l'ECOWAP : (i) la visibilité des activités, résultats et des acquis du Programme, et (ii) la mise en œuvre d'un système de gestion et de diffusion des connaissances (interne et externe).

Le poste sera basé à Abuja, au Nigéria, auprès de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la CEDEAO.

Les résultats suivants sont attendus :

- La visibilité du Programme est accrue auprès du public et des différents acteurs impliqués dans sa mise en œuvre ;
- Le public et les médias comprennent bien les objectifs du Programme et les changements obtenus ;
- Des outils et supports de communication sont régulièrement développés et diffusés.

A ce titre, il(elle) sera chargé(e) des tâches suivantes :

A. Proposer une stratégie et un plan de communication
   - Définir une stratégie et un plan de communication afin de pouvoir communiquer auprès de tous les publics à même d'être intéressés par les activités du Programme (décideurs et bénéficiaires des pays couverts par le Programme, partenaires techniques et financiers, société civile, organisation professionnelles agricoles, etc.).

B. Pour la communication interne
   - Assurer la gestion et la bonne circulation de l'information au sein de l'équipe du Programme et de la CEDEAO, du CILSS et du CORAF ;
   - Faciliter la communication avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Programme,
   - Produire ou réviser les supports de communication destinés aux bénéficiaires et aux partenaires et garantir la conformité des supports avec la charte graphique de la CEDEAO en vigueur ;
   - Coordonner les visites et les missions d'information du Programme ;
   - Contribuer à la structuration d'une veille d'informations pertinentes pour le Programme.

C. Pour la communication externe
   - Consolider une base de contacts en vue de la diffusion des contenus produits par le Programme,
   - Concevoir et solliciter les contenus pour la publication trimestrielle d'un journal du Programme et en assurer sa large diffusion ;
   - Identifier de façon proactive, rencontrer, établir et cultiver des relations avec les principaux médias nationaux, régionaux et internationaux afin d'accroître la visibilité du Programme, en maintenant actualisés les contacts et les bases de données, et en assurant la disponibilité des informations médias nécessaires. Ceci inclut notamment lors de l'organisation ou la participation à des événements internationaux (conférences de presse, communiqués de presse, réseaux sociaux), l'organisation de reportages et ou de débats télévisés ou radiophoniques dans les domaines d'intervention du projet, etc. ;
   - Accorder une place de choix à la stratégie médias/réseaux sociaux afin de toucher le maximum des cibles qui seront définies dans la stratégie et le plan de communication du Programme, ceci incluant notamment l'organisation de campagnes de communication sur

les médias sociaux pour engager les différentes parties prenantes sur les activités et les résultats et acquis du Programme ;
- Contribuer à l'animation des sites web et des comptes de réseaux sociaux du FSRP et de la DADR/ARAA ;
- Rédiger des communiqués de presse, analyses, blogs, récits/témoignages ;
- Concevoir des outils multimédia et infographie (Photoshop, iMovie, etc.) souhaitée ;
- Assurer la couverture photographique et audiovisuelle des évènements du Programme ;
- Etablir des relations d'échanges et de collaboration avec les services de communication des pays participant au Programme, du CILSS et du CORAF.

D. Pour la capitalisation et gestion des connaissances
- Développer et mettre en œuvre, en lien avec l'Expert(e) en Suivi-évaluation, Capitalisation et Gestion des connaissances, une stratégie de gestion des connaissances efficace, en assurant la capitalisation et la diffusion des acquis, des réussites et des échecs (sélection des informations à capitaliser, learning event, réseaux d'échanges, diffusion des bonnes pratiques sur différents supports et canaux de communication, etc.).

3.4.2 Qualifications, expériences, compétences

Qualifications
- Avoir un diplôme universitaire (BAC+4ans) en communication ou journalisme ou tout autre discipline connexe.

Expériences
- Justifier d'au moins huit (8) années d'expériences en qualité d'expert en communication/visibilité ;
- Avoir une expérience dans un projet financé par la Banque mondiale constitue un atout.

Compétences
- Connaissance du secteur agricole de la région ouest-africaine ;
- Connaissances en communication axée sur les résultats et sur les impacts ;
- Très bonnes capacités de communication écrite et orale ;
- Très grande capacité de synthèse et excellente capacité de restitution de rapports techniques complexes en un langage accessible au grand public ;
- Très bonnes qualités relationnelles ;
- Bonne connaissance ainsi qu'une expérience de la pratique des milieux de la presse écrite, orale et en ligne ;
- Très bonne maîtrise des outils de la bureautique (Word, Excel, PowerPoint, Publisher, etc.) ;
- Très bonne maitrise des technologies de l'information et de la communication, notamment les réseaux et médias sociaux ;
- Être familier avec un environnement de travail multiculturel ;
- Maîtrise parfaite du français et de l'anglais.

4 Conditions générales pour tous les postes

4.1 Lieu, durée et début de la mission

- Le personnel sera basé à Abuja, au Nigéria, auprès de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la CEDEAO ;
- La durée de la mission est pour toute la durée de vie du Projet après une période probatoire de six mois ;
- Le début de la mission est envisagé pour le 1er juin 2022 ;
- Le poste est à temps plein ;
- Le(la) Consultant(e) est appelé(e) à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui serait assignée.

4.2 Dossier de candidatures

Les dossiers de candidatures sont constitués de :

- Une lettre de manifestation d'intérêt signée, incluant le délai de disponibilité ;
- Un curriculum vitae récent signé détaillant l'expérience professionnelle et les missions similaires ;
- Trois références professionnelle (nom et prénom, fonctions actuelles et passées, email et contacts téléphoniques) ;
- Copie certifiée du diplôme le plus élevé ;
- Copies des attestations de travail ou de service rendus, énumérées dans le curriculum vitae.

4.3 Dépôt des candidatures

Les candidatures sont reçues au plus tard le 04 MAI 2022, **à 17H 00 GMT**, par dépôts en mains propres ou par courrier électronique aux adresses suivantes :

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA),
83, Rue de la Pâture, Lomé, Togo (sous pli fermé portant la mention : « Candidature au Poste de Consultant, PRECISER LE POSTE, Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) »
Email : recrutements.FSRP2022@araa.org

En objet : **« Candidature au Poste de Consultant, PRECISER LE POSTE, Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) »**

4.4 Méthode de sélection

Les consultants seront sélectionnés selon la méthode de sélection basée sur la qualification telle que définie par les Règles d'emploi de consultants dans les projets financés par la Banque mondiale. Une séance d'interview pourra être organisée avec une short liste de candidats présélectionnés. Seules les candidatures présélectionnées seront contactées. L'ARAA se réserve le droit de ne pas donner de suite à cet appel à candidatures.

Le Directeur Exécutif

CEDEAO AGENCE RÉGIONALE POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION ARAA / RAAF Directeur Exécutif REGIONAL AGENCY FOR AGRICULTURE AND FOOD ECOWAS

SALIFOU Oussein